



RÉPUBLIQUE DU NIGER

Fraternité - Travail - Progrès

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE

**AGENCE NATIONALE DE VERIFICATION
DE CONFORMITE AUX NORMES (AVCN)**

(Etablissement Public à Caractère Administratif)

Arrêté N° **00031** /MI/AVCN
du **06 FEV. 2017** fixant les
conditions et les modalités de la certification
des produits pour l'octroi de la marque
nigérienne de conformité

LE MINISTRE DE L'INDUSTRIE

- Vu** la Constitution du 25 novembre 2010 ;
- Vu** la loi n° 2002-028 du 31 décembre 2002 instituant la normalisation, la certification et l'accréditation au Niger ;
- Vu** la loi n° 2008-08 du 30 avril 2008, portant création d'un Établissement Public à caractère administratif dénommé « Agence Nationale de Vérification de Conformité aux Normes » (AVCN) ;
- Vu** le décret n° 2008-221/PRN/MCI/N du 27 juillet 2008, portant approbation des statuts de l'Agence Nationale de Vérification de Conformité aux Normes (AVCN) ;
- Vu** le décret n° 2016-161/PRN du 02 avril 2016, portant nomination du Premier Ministre, Chef du Gouvernement ;
- Vu** le décret n° 2016-572/PRN du 19 octobre 2016, portant remaniement des membres du Gouvernement ;
- Vu** le décret n° 2016-207/PRN du 11 mai 2016, portant organisation du Gouvernement et fixant les attributions des Ministres d'Etat, des Ministres et des Ministres Délégués ;
- Vu** les nécessités de service ;

Sur proposition du Directeur Général de l'Agence Nationale de
Vérification de Conformité aux Normes (AVCN)

ARRETE :

Article premier : Objet et domaine d'application

La Marque nigérienne de conformité aux normes est prévue par l'article 12 de la loi n° 2002-028 du 31 décembre 2002 instituant la normalisation, la certification et l'accréditation au Niger.

Une certification matérialisée par la marque de conformité de l'Agence Nationale de Vérification de Conformité aux Normes (AVCN) a pour objet d'attester la conformité des produits aux documents normatifs nationaux, régionaux et internationaux les concernant, tels que des normes ou des spécifications techniques, dans des conditions définies par des programmes de certification. Pour le contrôle des produits, la certification matérialisée par la marque nigérienne de conformité peut s'appuyer sur tout ou partie des dispositions des documents normatifs nationaux, régionaux et internationaux, en vigueur en matière de management de la qualité. La certification matérialisée par l'octroi du droit d'usage du logo de la marque. Elle peut s'appliquer à tout produit et éventuellement à des prestations de service associées à ces produits.

Le terme produit couvre les produits et les prestations de services éventuellement associées dans la suite du présent document.

Article 2: Propriété de la marque nigérienne de conformité

La certification de produit a pour objet de faire attester par une autorité reconnue et compétente, après vérification nécessaire, la conformité d'un produit par rapport à un programme de certification bien donné caractérisant un certain nombre d'exigences précises, dans le but de faire connaître et de promouvoir le savoir-faire technique ou technologique du producteur ou fabricant.

Article 3: Organisation générale

L'AVCN gère le système de certification de la marque nigérienne de conformité, qui définit notamment les règles de gouvernance et les modalités de fonctionnement de ladite marque.

Pour certains programmes de certification, l'AVCN peut mandater un organisme certificateur, appelé organisme mandaté.

L'AVCN ou, pour les programmes de certification mandatés, l'organisme mandaté, atteste de la conformité des produits au programme de certification défini au paragraphe 5 ci-dessous.

En vertu de sa décision de certification, l'AVCN ou l'organisme mandaté, en sa qualité de mandataire de l'AVCN, délivre un droit d'usage de la marque nigérienne de conformité au bénéficiaire de sa décision pour les produits objet de cette décision.

L'AVCN et les organismes mandatés respectent les exigences fixées en matière d'organisme certificateur par les normes nationales, régionales et internationales, en particulier :

- disposent des garanties suffisantes d'impartialité envers les fabricants, importateurs ou vendeurs des produits pour lesquels la certification et le droit d'usage de la marque nigérienne de conformité sont demandés, ainsi qu'à l'égard des utilisateurs desdits produits,
- disposent de la compétence et des moyens nécessaires pour assurer le bon fonctionnement de la certification pour l'octroi de la marque nigérienne de conformité.

L'AVCN et les organismes mandatés peuvent confier à des organismes ou personnes des opérations d'évaluation telles que essais, inspections et audits prévues dans les programmes de certification.

Article 4: Condition d'usage

L'usage de la marque nigérienne de conformité n'est autorisé que dans les conditions fixées par le présent arrêté et par les programmes de certification visés à l'article 5 ci-après, que le titulaire d'un droit d'usage s'est engagé à respecter. Tout titulaire d'un droit d'usage de la marque nigérienne de conformité s'engage à prendre toute mesure de nature à assurer la continuité du respect de ces exigences.

Le droit d'usage de la marque nigérienne de conformité peut être attribué aux demandeurs sis au Niger et dans l'espace de la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).

Le titulaire du droit d'usage appose la marque nigérienne de conformité et peut faire référence à celle-ci dans sa documentation commerciale, pour les

produits définis dans la décision d'accord de droit d'usage de la marque. Le titulaire s'engage par là-même à apposer la marque sur les produits certifiés selon les dispositions prévues dans les programmes de certification. Un demandeur ne doit pas faire état de la marque avant et pendant la durée d'instruction de son dossier.

Le fait de se prévaloir de la marque nigérienne de conformité ne saurait en aucun cas substituer la responsabilité de l'AVCN, ni d'un organisme mandaté à la responsabilité du fabricant, distributeur ou importateur du produit.

Article 5: Programmes de certification

Pour chaque programme de certification de la marque nigérienne de conformité, l'AVCN, ou en cas de mandatement, l'organisme mandaté, fixe des Règles prises en application du présent arrêté qui précisent, pour chaque catégorie de produits, les conditions dans lesquelles la marque nigérienne de conformité peut être délivrée aux demandeurs, maintenue aux titulaires et apposée sur les produits concernés. Les programmes de certification sont soumis à l'approbation de l'AVCN pour acceptation dans le système de certification.

Article 6: Comité Technique de Certification

Il est institué à titre consultatif un Comité Technique de Certification traitant de toutes les activités d'AVCN concernant la marque nigérienne de conformité. Ce comité Technique de Certification assure de rôle de Comité de Préservation de l'Impartialité.

Sa composition est définie dans la décision du Directeur Général de l'AVCN portant création, attributions, composition et fonctionnement du Comité d'impartialité d'attribution du droit d'usage du logo de la marque nigérienne de conformité aux normes.

Outre ses attributions relatives à la préservation de l'impartialité définies à la décision susmentionnée, le Comité Technique de Certification donne son avis sur :

- la politique générale de fonctionnement, de développement, et de promotion de la marque nigérienne de conformité,
- le système de certification de l'AVCN, les projets de révision du présent arrêté,

- les projets d'accords de reconnaissance de marques visés à l'article 7 du présent arrêté,
- les projets de mandatement d'organismes,
- les transferts de programmes de certification existants entre organismes mandatés,
- les projets de développement de nouveaux programmes de certification.

Plus généralement, il traite de toutes questions d'ordre général intéressant la marque nigérienne de conformité.

Article 7: Accords de reconnaissance de marques

L'AVCN est seul habilité à conclure avec d'autres organismes Nigériens ou étrangers des accords relatifs à la marque nigérienne de conformité et prévoyant une reconnaissance de marques.

Article 8: Confidentialité, protection des documents

Tous les intervenants dans le processus de la marque nigérienne de conformité, y compris les membres du Comité Technique de Certification, sont tenus au secret professionnel. Ils doivent en outre garantir la protection des documents qu'ils gèrent ou qui leur sont confiés contre la diffusion, la destruction matérielle, la falsification et l'appropriation illégale.

Article 9: Information sur les produits bénéficiant de la marque et promotion de la marque

L'AVCN coordonne la gestion des informations sur les produits et les titulaires qui bénéficient de la marque nigérienne de conformité et veille à leur diffusion harmonisée.

L'AVCN est responsable de la promotion générique de la marque nigérienne de conformité. Les actions collectives de promotion de la marque sont définies et réalisées par l'AVCN, en concertation étroite avec les organismes mandatés.

Les actions sectorielles de promotion de programmes de certification de la marque nigérienne de conformité sont mises en œuvre par l'AVCN ou par les organismes mandatés.

Les titulaires peuvent prendre l'initiative, à leurs frais, d'une campagne de publicité sur l'application de la marque nigérienne de conformité qui les concerne, sous le contrôle de l'AVCN ou de l'organisme mandaté.

Article 10: Suspension, retrait du droit d'usage

En cas de manquement de la part d'un titulaire d'un droit d'usage de la marque nigérienne de conformité à l'application du présent arrêté ou des programmes certification, le titulaire se voit notifier son (ses) manquement(s). Il dispose d'un délai raisonnable pour transmettre sa réponse à l'AVCN ou à l'organisme mandaté. Après examen, l'une ou l'autre des décisions suivantes peut être prononcée sans préjudice des poursuites éventuelles, conformément à l'article 13 ci-après :

- suspension du droit d'usage de la marque pour une durée ou échéance déterminée, en précisant les modalités de levée de suspension,
- retrait du droit d'usage de la marque.

Ces décisions motivées sont notifiées à l'intéressé, en précisant la date de prise d'effet de ladite décision. Ces décisions ont pour effet de priver le titulaire de l'usage de la marque nigérienne de conformité sous quelle que forme que ce soit. La nature de la décision est fonction du degré de gravité du (des) manquement(s) constaté(s). Les décisions peuvent s'appliquer à tous les stades de la fabrication et/ou de la commercialisation des produits concernés.

En cas d'urgence et notamment pour des manquements graves liés à des obligations de sécurité, l'AVCN ou l'organisme mandaté peut prononcer, sans délai, à titre conservatoire les décisions de suspension ou de retrait provisoires qui s'imposent.

Les modalités de suspension ou de retrait du droit d'usage s'appliquent en cas de demande du titulaire de ne plus bénéficier du droit d'usage de la marque nigérienne de conformité.

Article 11: Contestation et appel

Le demandeur ou titulaire peut contester une décision relative au droit d'usage de la marque nigérienne de conformité sur la base d'éléments justificatifs en s'adressant à l'AVCN, ou en cas de mandatement, à l'organisme

mandaté. Le demandeur ou le titulaire est informé des suites données à sa contestation.

Au cas où la décision est confirmée, celle-ci est notifiée au demandeur ou au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception. A réception de cette notification, le demandeur ou titulaire peut faire recours de la décision prise en adressant sa demande, dans un délai de quinze jours, soit auprès du Directeur Général de l'AVCN pour saisir le Comité de Préservation de l'Impartialité, en cas de décision prise par l'AVCN ; soit, en cas de mandatement, auprès de la Direction Générale de l'organisme mandaté, en cas de décision prise par l'organisme mandaté. Dans le cadre d'un recours auprès d'un organisme mandaté, l'AVCN sera invité par l'organisme mandaté au sein de l'instance désignée pour traiter ce recours.

La décision définitive est notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception au demandeur ou titulaire, par le Directeur Général de l'AVCN, ou en cas de mandatement, par la Direction Générale de l'organisme mandaté.

Les contestations et les recours n'ont pas d'effet suspensif.

Article 12: Validité du droit d'usage de la marque nigérienne de conformité

Le droit d'usage de la marque nigérienne de conformité s'éteint automatiquement dans le cas où le programme de certification auquel sont soumis les produits cesse d'être applicable ou est supprimé dans les conditions fixées à l'article 15 ci-après.

Article 13: Usage abusif de la marque nigérienne de conformité

Outre les décisions prévues à l'article 10, tout usage abusif de la marque nigérienne de conformité, qu'il soit le fait d'un titulaire du droit d'usage ou d'un tiers, ouvre le droit pour l'AVCN à intenter, dans le cadre de la législation en vigueur, toute action judiciaire qu'elle juge opportune en étroite collaboration, le cas échéant avec l'organisme mandaté.

Article 14 : Régime financier

Le régime financier est fixé dans les programmes de certification. Les recettes et dépenses relatives à la certification de la marque nigérienne de conformité sont encaissées, ordonnancées et supportées par l'AVCN, ou en cas de

mandatement, par l'organisme mandaté, ou par d'autres organismes expressément désignés à cet effet.

Article 15: Suppression d'un programme de certification de la marque nigérienne de conformité

L'AVCN peut décider, en cas de mandatement, avec l'accord de l'organisme mandaté ou sur sa proposition, la suppression d'un programme de certification de la marque nigérienne de conformité. L'AVCN, ou en cas de mandatement, l'organisme mandaté, en fixe les conditions et délais et en avise tous les intéressés.

L'AVCN informe le Comité Technique de Certification de cette suppression.

Article 16: Sont abrogées toutes dispositions contraires au présent arrêté.

Article 17: Le Secrétaire Général du Ministère de l'Industrie et le Directeur Général de l'Agence Nationale de Vérification de Conformité aux Normes, (AVCN) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera publié au Journal Officiel de la République du Niger.

LE MINISTRE DE L'INDUSTRIE



ABDOU MAMAN

Ampliations:

PRN/CAB.....1
PM/CAB.....1
MI/ CAB.....1
PCA/AVCN.....1
AVCN.....1
J.O.....1